

Le Niger, laboratoire de l'Europe

Pour endiguer les flux migratoires en direction des côtes européennes et pallier ainsi l'absence d'une politique d'asile commune, l'UE ne jure plus que par la coopération avec les pays africains de transit et d'origine. Elle tient pour exemple l'expérience menée actuellement au Niger, où elle finance à tour de bras "la lutte contre la migration irrégulière". "C'est un très bon exemple de partenariat", assurait encore mardi une source européenne, à l'heure où l'UE espère multiplier les coopérations avec les pays du Nord du continent. Mais les Etats africains ne l'entendent pas de la même oreille, conscients des conséquences de cet accord au Niger.

Si on s'en tenait aux chiffres officiels, la coopération entre l'UE et Niamey pourrait être une *success story*. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, de 5 000 à 7 000 par semaine en 2016, le nombre de migrants transitant par la ville d'Agadez, porte d'entrée du désert qui les sépare de la Libye ou l'Algérie, était estimé à quelque 5 500 par mois en 2017.

A coups d'importants financements – des promesses d'une aide de 230 millions d'euros issue du fonds fiduciaire pour l'Afrique ainsi qu'une enveloppe de 596 millions d'euros du fonds européen de développement –, l'UE a persuadé le Niger de devenir son gendarme. En 2015, le gouvernement nigérien a adopté une loi criminalisant le trafic de migrants, qu'il applique de manière drastique depuis 2016.

"Mais à quel prix? Celui des souffrances humaines", soupire, en revenant d'Agadez, Johannes Claes, de Médecins du monde Belgique, qui travaille à améliorer l'accès aux soins des migrants qui transitent par la ville. "Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, les migrants se sont faits plus discrets mais les besoins humanitaires ont augmenté", note Jean-Yves Clémento, porte-parole de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique francophone. Depuis le début de l'année, près de 3 000 migrants ont été aidés par les équipes du CICR dans le pays, contre 1 817 pendant la même période en 2017.

En effet, désormais, toute personne liée de près ou de loin au transit des migrants risque jusqu'à 45 000 euros d'amende et 30 ans de prison. Or, "avant, à Agadez, être passeur était une profession socialement acceptée, tolérée par l'Etat. C'était complètement intégré dans l'écosystème économique au Nord Niger", souligne M. Claes. Depuis la criminalisation de cette profession, celle-ci est "réservée aux gars qui osent prendre des risques. A ceux qui n'hésitent pas à abandonner les migrants dans le désert quand ils se sentent poursuivis par les forces de l'ordre".

Le Sahara, tombeau des migrants

Déjà avant, le désert du Sahara était surnommé "l'autre tombeau des migrants". En 2017, l'OIM estimait que le nombre de migrants qui y ont péri serait deux fois supérieur à celui de ceux qui sont morts en mer, soit 30 000 personnes. "Et l'effet pervers de l'application de cette loi est devenue beaucoup plus dangereuse", observe M. Claes.

Les chemins empruntés se doivent d'être plus discrets, donc plus difficiles

et risqués. Ce qui a fait exploser les tarifs. Selon le média "The conversation", le transport du Niger en Afrique du Nord est passé d'environ 150 euros par personne en 2010, à plus de 500 euros en

2017. Des sommes qui remplissent... les poches des mafias de trafiquants. Résultat: "Plus de gens sont coincés au Niger parce qu'ils n'ont plus d'argent, sans aucune perspective."

Actuellement, il existe un mécanisme d'évacuation d'urgence de migrants particulièrement vulnérables de la Libye vers le Niger, piloté par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et financé par l'Union européenne. Depuis fin 2017, près de 1 600 personnes ont été transportées vers le centre de Niamey, où leur demande d'asile est analysée, avant d'être (théoriquement) réinstallés dans l'UE s'ils ont droit à une protection internationale. Un migrant "simplement" arrivé au Niger n'aura pas accès à ce mécanisme.

De toute manière, les Etats européens tardent à tenir leurs promesses. A la mi-juin, environ... 170 personnes ont été réinstallées dans un pays de l'UE en six mois. Le Niger a même été obligé de suspendre les évacuations vers son territoire pendant deux mois, avant qu'elles reprennent en mai dernier.

"Je ne sais pas de quel succès l'UE parle au Niger", se demande Aurélie Ponthieux, de Médecins sans frontières. "Il faut que les Etats membres soient honnêtes et disent que leur objectif numéro un est de réduire le nombre d'arrivées en Europe, indépendamment des conditions dans les pays de départ et de transit. C'est une question de priorités."

M. U.